« Malgré la demande de la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH) de fermer la mine Marlin, le contexte de crise économique mondiale prime : nous ne retirerons pas nos investissements de Goldcorp Inc. »

(Un fond de pension « éthique » canadien).

Source : http://intercontinentalcry.org

Fin juin, le Projet d'Accompagnement Québec - Guatemala[1] (PAQG) organisait une série de rencontres sur le thème de la possible conciliation entre un investissement « responsable » et l'industrie extractive, en faisant un focus sur la situation de la transnationale Goldcorp Inc. au Guatemala et en invitant Grégory Lassalle, co-auteur du documentaire : « Le business de l'or. Chronique d'un conflit annoncé.»
Alors qu'au Guatemala, les mouvements de résistance commencent à récolter les fruits politiques de leurs luttes malgré la poursuite des menaces et la rigidité du gouvernement guatémaltèque, la rencontre avec la logique de l'actionnariat « responsable» du secteur extractif nous donne quelques clés pour comprendre la limite de leurs actions et le poids des compagnies minières dans l'économie et la diplomatie canadienne.

Par Grégory Lassalle

Augmentation des demandes internationales contre le gouvernement guatémaltèque. Après l'OIT en avril, c'est donc au tour de la CIDH de demander officiellement le 20 mai, « *la fermeture provisoire de la Mine Marlin* » en raison de la supposée pollution (présence anormale de métaux) de la rivière Tzabal et de l'assèchement de sources d'eau qu'utilisent les communautés de San Miguel et Sipakapa. En visite au Guatemala en juin, le rapporteur des Nations Unis sur les populations indigènes demandait à Alvaro Colom de rendre effective cette demande de la CIDH. Le gouvernement guatémaltèque, après avoir dit qu'il suspendrait la mine Marlin et respecterait ainsi ses compromis internationaux en matière de droits humains, vient de se rétracter et a sorti coup sur coup 2 rapports déclarant que la mine ne polluait pas et (répondant à d'autres problèmes identifiés par les communautés) que les explosions ne provoquaient pas de fissures sur les maisons et que les maladies de peau étaient dues à la pauvreté. Le gouvernement Colom semble ainsi vouloir se protéger politiquement en

[1] http://www.paqg.org/

évitant une confrontation directe avec le secteur économique et en préférant négocier avec Goldcorp Inc. la mise en place de timides mesures de contrôle. Pendant ce temps, la situation environnementale et sociale continue de se dégrader à San Miguel. Preuve en est la tentative de meurtre par balle le 7 juillet sur la personne de Teodora Antonia Hernandez, membre du groupe en résistance contre la mine, alors qu'elle était dans sa maison avec sa fille. La situation de menaces et intimidations, de destruction du tissu social et d'impact sur l'environnement à San Miguel n'est malheureusement pas un cas isolé : il n'existe pas un projet minier sans que ces phénomènes se produisent. Cet état des lieux a poussé certains actionnaires, les fonds de pensions gérant les retraites de travailleurs, à développer des stratégies de dialogue avec les compagnies. Mais quel est le réel impact de ces fonds de pensions auto-dénominés « responsables » ou « éthiques » sur la vie des populations autochtones affectées par un projet minier ?

À Montréal, dans une salle de l'UQAM (Université du Québec à Montréal), un gestionnaire de portefeuille et un analyste en investissement responsable (IR) nous en expliquent la logique: L'IR est une notion qui serait née au 16ème siècle de la volonté d'actionnaires des compagnies d'améliorer les conditions de travail dans les colonies. Même s'il n'a jamais bénéficié d'un véritable label (il n'existe que des principes de l'investissement responsable), l'IR est un mécanisme utilisé par les actionnaires d'une entreprise, en général des fonds de pensions, afin que cette entreprise développe des conduites conséquentes en matière de gouvernance (conflits d'intérêts), de respect de l'environnement et de pratiques sociales. Les gestionnaires « éthiques » de portefeuilles justifient l'importance de leurs interventions *« car il y a des vides juridiques qui empêchent l'État (canadien) d'avoir une expertise et un contrôle sur les entreprises. »* Dans les faits, les fonds de pensions espèrent produire un effet de levier sur les entreprises à travers l'échange d'informations, le dialogue, l'éventuel dépôt de résolutions lors des Assemblées Générales, la création de listes noires d'entreprises non responsables et dans certains cas, le désinvestissement afin de ternir l'image d'une compagnie. Cela dit, les fonds de pensions « responsables » reconnaissent que cette préoccupation pour les conséquences des activités des entreprises dont ils sont actionnaires n'intervient qu'après l'exigence financière: *« Nous conseillons les entreprises afin qu'elles améliorent leurs conduites, mais notre priorité est la rentabilité. »* Rentabilité des actions inverties et donc des activités de l'entreprise.

Depuis les premières plaintes des communautés de Sipakapa et San Miguel Ixtahuacan contre la mine Marlin, des syndicats ayant des fonds de pensions invertis dans Goldcorp, sont devenus les protagonistes d'une médiation entre les demandes des communautés et les pratiques de la compagnie. En mai 2008, lors de l'Assemblée Générale des actionnaires de Goldcorp, 3 fonds de pensions « éthiques »[2] ont déposé une résolution demandant la réalisation d'une étude indépendante d'impact de la présence de la mine sur les droits humains des populations de San Miguel et Sipakapa, résolution qui fut acceptée par la majorité des actionnaires de la Compagnie. Cette étude « indépendante » mais paradoxalement financée par Goldcorp et réalisée par une ONG experte en consulting pour le secteur minier, *On Common Ground*[3], était saluée dans les

[2] Public Service Alliance of Canada (PSAC) Staff Pension Fund (PSAC), The Ethical funds Company, The First Swedish National Pension Fund and The Fourth Swedish National Pension Fund.
[3] www.oncommonground.ca

secteur minier, politique et financier canadien comme une initiative sans précédent visant à améliorer les pratiques des compagnies minières et ouvrir de nouveaux canaux de dialogue entre les multinationales d'exploitation et les populations autochtones. Rapidement les choses se compliquèrent pour *On Common Ground* devant le refus d'une partie de la population de participer à cette enquête et devant le retrait, en mars 2009, du syndicat PSAC de sa participation dans ce processus. 2 ans plus tard, le rapport final, rédigé prioritairement en anglais, faisait état d'une déficience de la gestion sociale de l'entreprise et demandait à Goldcorp un « aménagement » de ses pratiques afin de diminuer la tension sociale. En aucun cas, l'étude n'envisageait la fermeture de la mine ce qui convertissait cette initiative en une mesure dilatoire au bénéfice de la Compagnie puisque celle-ci a extrait plus de 450.000 onces d'or depuis la résolution de 2008. Les résultats plus que mitigés de l'Investissement Responsable dans le cas de la mine Marlin, lui fait perdre de la crédibilité aux yeux des populations locales et des ONGs et signifie au contraire le pouvoir et la place centrale de l'industrie minière dans l'économie et la politique canadienne.

C'est à Ottawa, que se trouve le siège de l'Association Minière du Canada. Cette Association *« défend les intérêts de l'industrie aux échelons national et international. »* Son rapport annuel 2009 traduit en chiffres le poids de ses compagnies membres sur l'économie nationale : *« l'industrie minière canadienne c'est : 350.000 employés, 4% du PIB, 900 mines sur le territoire national, près de 12 milliards d'impôts et redevances aux gouvernements fédéraux ou territoriaux, 70% du trafic portuaire, plus de 3000 fournisseurs d'expertises aux compagnies (avocat, finance, ingénierie…) et une place boursière, celle de Toronto (TSX), qui s'est convertie en plaque tournante des transactions financières minières mondiales. Au cours des 5 dernières années, 31% du capital minier et 81% de toutes les transactions de capitaux y ont été faites. Toronto, c'est aussi le siège des principales compagnies d'exploitation alors que Vancouver est le centre mondial de l'exploration minérale (plus de 850 sièges d'entreprises)… »*[4]
Malgré la crise économique, les indicateurs de l'industrie extractive sont au vert : *«les économies chinoises et hindoues sont très demandeuses de métaux de construction et les nouvelles découvertes mondiales de gisements peuvent facilement devenir exploitables en raison des progrès technologiques. »*[5] Les investisseurs ne se trompent pas : les compagnies minières sont des valeurs sûres de placement. Les fonds de pensions, eux, investissent les retraites de leurs cotisants sur ces compagnies: soit en achetant directement des actions, soit en achetant des produits offerts par des compagnies financières, composés d'actions de plusieurs entreprises minières.
L'or est un cas emblématique. La crise économique a permis une remontée spectaculaire du prix du métal jaune qui a presque quintuplé depuis 2001 (plus de 1,000 dollars par onces): *« il est aujourd'hui plus que jamais, un actif de refuge de premier choix, indispensable dans tous les portefeuilles. »*[6] Dans un récent article paru dans *The Globe and Mail,* le président et actuel CEO de Goldcorp, Chuck Jeannes, a déclaré : *« je fais le meilleur boulot au monde. »*[7] En effet, il est à la tête de la 2ème compagnie aurifère mondiale (après Barrick Gold). *« Les stocks de production sont en pleine expansion… La*

[4] Rapport annuel 2009 de l'association Minière du Canada
[5] Idem
[6] www.banquegonet.ch
[7] http://www.theglobeandmail.com/report-on-business/rob-magazine/top-1000/goldcorps-big-shoes/article1603664/

compagnie propose les coûts de production les plus bas du marché. De plus, elle possède ses mines dans des zones supposées stables politiquement (l'Amérique latine). »[8]

Une diplomatie au service des intérêts miniers. Même si la majorité des mines mondiales se concentrent toujours au Canada, les compagnies minières canadiennes prospectent de plus en plus dans les pays du sud : « *À moins que l'on entreprenne de nouveaux projets d'exploration, les réserves canadiennes de minéraux clefs demeureront à un niveau dangereusement bas* ».[9]
D'où l'arrivée massive de compagnies d'exploration et d'exploitation en Afrique et en Amérique du Sud[10] et un réajustement de l'activité politique d'Ottawa au service de leurs intérêts. Y.E, un journaliste spécialisé dans la politique étrangère canadienne explique: « *Les compagnies minières ont un besoin élevé d'appui diplomatique pour affronter la tendance des populations locales à vouloir défendre leurs ressources naturelles... Au 19ème siècle, les hommes d'affaires étaient les responsables de la diplomatie canadienne. Au 21ème siècle, ce sont des diplomates mais les objectifs restent les mêmes. La politique étrangère canadienne utilise différents mécanismes afin de soutenir les intérêts corporatifs: pression pour la réforme des codes miniers, action de l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI) et signature de Traités de Libre Échange (TLCs) ou d'Accords d'Investissements afin de protéger les investissements des compagnies.* » Au Guatemala, l'ambassade canadienne est montée plusieurs fois au créneau afin de défendre les intérêts de Goldcorp: invitation de députés guatémaltèques à Toronto afin de participer à des forums sur l'industrie extractive, invitation de liders autochtones canadiens pro-mine afin de « dialoguer » avec les représentants Mayas, prise de position dans la presse...etc. Bénéficiant historiquement d'une fausse image de « peace keeping », la diplomatie canadienne continue d'appuyer ouvertement son secteur minier, un des principal pilier de sa croissance économique.

Le pouvoir de résistance aux transnationales réside dans des gouvernements souverains ou dans les résistances locales. La rapide lecture du panorama canadien, nous permet de comprendre pourquoi l'ambition de protestation des fonds de pensions « éthiques » passe après les considérations économiques et les pressions politiques. Des membres du syndicat PSAC, un des actionnaires de Goldcorp, pourtant bien conscients des violations des droits des populations au Guatemala avouent avec sincérité: « *Dans le contexte actuel de crise économique, nous ne retirerons pas nos investissements*». Les travailleurs canadiens se retrouvent donc indirectement obligés (souvent sans le savoir) de défendre leurs intérêts au détriment des droits des populations autochtones dans les pays du sud.
La marge de manœuvre des fonds de pensions « responsables » étant limitée, la principale crainte des multinationales est qu'un gouvernement changeant les règles du jeu prennent le pouvoir. Encore faut-il que celui-ci ose résister aux pressions du secteur économique. Le jour de la décision du gouvernement du Guatemala d'accepter la demande de la CIDH de suspendre la mine, l'action de Goldcorp à Toronto (G) n'a perdu que 36 cents. Marlin représente 10% de l'actuelle production totale de la Compagnie mais le risque politique n'était pas vraiment important. Preuve en est le changement de

[8] Idem
[9] Rapport annuel 2009 de l'association Minière du Canada
[10] Environ 50% de l'investissement canadien en Amérique latine (et centrale) se fait au Mexique, 30% dans les Andes, les 20% restant dans le reste des pays.

cap de Colom quelques jours plus tard et la décision de continuer finalement comme si de rien n'était. Dans ce contexte et en attendant un gouvernement réellement progressiste, la résistance locale dès l'arrivée de la compagnie semble la seule manière d'empêcher le début d'un projet et la seule garantie d'un respect des droits des populations.

Source : Collectif Guatemala, Juillet 2010